



Conseil communal de Schuttrange
Séance du Conseil Communal du 29/04/2020

Présents :

Le bourgmestre Jean- Paul JOST (Schëtter Bierger),
les échevins Claude Marson (LSAP) et Serge Thein (Schëtter Bierger),
les conseillers Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng),
Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Le secrétaire communal Alain DOHN

Excusé : le conseiller Nicolas WELSCH (DP)

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) souhaite la bienvenue aux conseillers communaux et aux représentants de la presse présents lors de cette 4e séance en 2020, qui se tient en l'absence du public, conformément au règlement grand-ducal du 18 mars 2020 établissant un ensemble de mesures de lutte contre le COVID-19.

Au début, le bourgmestre fait un rapport sur la situation actuelle de la commune, caractérisée par le COVID-19 :

Même avant la déclaration nationale de l'état d'urgence le 18 mars, la commune s'est préparée, prenant des décisions initiales, comme la fermeture des terrains et aires de jeux le 17 mars, ou prenant des dispositions immédiates pour protéger la population et le personnel, comme la mise en place et la coordination d'un service pour fournir des services aux personnes vulnérables appartenant à un groupe à risque, y compris pour l'achat de nourriture et de médicaments, etc. Au total, 19 ménages demandeurs ont été desservis par 45 bénévoles et employés communaux, parmi de nombreuses autres actions d'aide de voisinage et de solidarité. Les problèmes initiaux de l'approvisionnement en repas à domicile ont été résolus de manière créative si bien que de nouveaux clients ont profité de ce service. La distribution des masques de protection s'est déroulée sans problème.

Dans le cadre de la protection du personnel communal, une réorganisation a eu lieu, visant principalement des employés vulnérables et dignes de protection qui ont pu travailler à domicile, les ouvriers étaient répartis en plusieurs équipes qui travaillaient alternativement en rotation, effectuaient des travaux de nettoyage et d'entretien dans l'Atelier Technique ou étaient de garde. La personne responsable du service d'approvisionnement en eau a été placée dans un bâtiment séparé, permettant une distance spatiale appropriée. Même si les locaux de l'administration communale étaient fermés - à l'exception de la réception - le travail a continué par le biais du télétravail. Les réunions du collègue échevinal se sont faits via la plateforme de communication Zoom

pendant toute la période. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) remercie sincèrement le personnel et le collège échevinal pour leur engagement. Au-delà de la période de la crise COVID-19, les séances des conseils communaux seront diffusées en continu (streaming) et publiées.

Les préparatifs sont actuellement en cours pour l'ouverture des écoles fondamentales et de la Maison Relais, le 25 mai, avec notamment la division en groupes, le dédoublement des locaux ou la division de la cour de récréation. Alors qu'il y a suffisamment de salles de classe disponibles, elles doivent encore être équipées, même si le transport scolaire et l'organisation de la désinfection ou de la protection par masque restent des défis à relever. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) est convaincu que la mise en œuvre est faisable avec de la bonne volonté. Ses remerciements vont également à tous ceux qui ont dû travailler pour le grand public et persévérer professionnellement, tels que les travailleurs de la santé, pour n'en citer que quelques-uns ainsi qu'au gouvernement qui a également été félicité pour la gestion de la crise et sa bonne coopération. La Ministre de l'Intérieur lui a demandé de transmettre les remerciements du gouvernement à la commune de Schuttrange et s'est informé de la situation dans la commune lors d'un échange téléphonique, au cours duquel son intérêt s'était particulièrement porté sur ce qui fonctionnait bien et ce qui ne fonctionnait pas. En ce qui concerne la situation financière, des détails sont attendus du Ministère des Finances sur l'ajustement du PPF. Même si la crise n'est pas encore terminée, la commune de Schuttrange continuera à tout organiser pour traverser au mieux les moments difficiles.

De plus, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) déclare que le plan d'aménagement général a été approuvé après traitement de deux plaintes y afférentes et d'un rectificatif du Ministère de l'Intérieur. Afin d'assurer la cohérence des plans avec la forme finalement approuvée par le ministère, tous les plans ont été adaptés par le bureau Zimplan et envoyés au Ministère de l'Intérieur pour vérifier cette conformité, y apposer un cachet et une signature. Après la signature, le PAG peut être publié et les permis de bâtir différés peuvent être délivrés avec l'implication de la Commission des Bâtisses. En outre, l'appel d'offres pour la piste cyclable entre Munsbach et Niederanven a été lancé; les travaux devraient commencer cette année. Dans le contexte de la crise COVID 19, les contrats de location de deux familles de réfugiés syriens, expirant à la fin du mois d'avril, ont été prolongés d'un an. L'entreprise de bus Emile Weber veut installer provisoirement un conteneur avec un transformateur et une station de recharge sur le site de Neuhaeusgen pour la nouvelle ligne de bus 144, qui fonctionne à l'électricité ; une convention est en cours de préparation à cet effet, à renouveler d'année en année. Le pont de Schrassig, endommagé par un accident, ne peut être réparé et doit être remplacé par un pont de secours avant l'été, jusqu'à ce que la construction finale soit terminée. Après un incendie dans une maison de Munsbach, les deux familles ont dû être logées ailleurs. Lors de la prochaine séance du conseil communal, l'organisation scolaire sera présentée.

L'ordre du jour est ainsi traité comme suit :

1. Confirmation des décisions

1.1. Confirmation de la décision concernant les locaux pour les séances du conseil communal

La décision du règlement du collège échevinal de tenir les séances du conseil communal pendant la période de crise COVID-19 au Centre Culturel au campus « An der Dällt » à Munsbach *est approuvée à l'unanimité.*

1.2. Confirmation d'une ordonnance d'urgence sur les mesures de secours en rapport avec la crise sanitaire actuelle

Le règlement pris par le collège échevinal concerne le service d'urgence mis en place par la commune pour effectuer des achats pour les citoyens ayant besoin de protection ou appartenant à un groupe à risque, en particulier le remboursement des frais réels avancés par la commune sur base de reçus par les citoyens.

> La confirmation du règlement d'urgence a lieu à l'unanimité.

2. Clubs et associations

2.1. Approbation des subventions pour les clubs locaux pour l'année 2019

Monsieur l'échevin Serge THEIN (Schëtter Bierger) présente les subsides aux associations pour l'année 2019, qui étaient encore attribués sur la base du décret du 24.02.2016 en raison de l'absence de progrès du groupe de travail dans la révision de ces règlements. Un total de 41.696,75 euros sera versé pour 2019, dont, comme prévu, un montant accru pour le travail en rapport avec la jeunesse de 18.400 euros. Dans ce contexte, il félicite le FC Munsbach pour sa promotion en 2e division après l'interruption de la saison due à la crise du coronavirus.

Le conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) s'informe sur la révision du règlement sur les subventions, attendue depuis trois ans maintenant, et souligne, en se référant à la déclaration de subvention individuelle soumise, que les clubs nouvellement ajoutés doivent, à titre juste, être inscrits en premier dans la catégorie « Démarrage » et seulement l'année d'après dans la catégorie « Subvention de base », qui est dotée de 220 euros.

En réponse à une autre question, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique que le travail sur la réorganisation du règlement sur les subventions se poursuit dans le but de présenter une version pour l'année prochaine qui soit enrichie d'aspects tels que la protection de l'environnement, la garantie de la qualification d'un formateur dans le segment du travail de jeunesse, la conformité avec les règlements sur la protection des données, etc. L'aspect de la digitalisation visant à réduire la quantité de correspondance inutile doit également être pris en compte. En remerciant les associations pour leur bon travail si important, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) souligne que la commune soutient les associations avec des infrastructures, de la logistique et d'autres services en plus des contributions purement financières, ainsi qu'en prenant en charge les coûts de l'eau, du gaz, de l'électricité et du nettoyage. Interrogé par le conseiller Serge EICHER (DP) sur les subventions extraordinaires pour les associations touchées par la crise actuelle, il a déclaré

que les décisions se prendront qu'au cas par cas et sur la base de critères clairs à établir, comme une urgence financière.

> *L'approbation est unanime.*

2.2. Approbation des dons et des diverses subventions pour 2020

Diverses organisations se sont ajoutées aux bénéficiaires des dons annuels aux organisations communales ou nationales pour 2020 qui s'élèvent à 2 450 euros. Des dons extraordinaires de 5.100 euros seront versés aux associations régionales de pompiers, à l'Alliance Climatique du Luxembourg et aux bénéficiaires des dons collectés lors du dîner du Nouvel An.

> *L'approbation est unanime.*

3. Infrastructures

3.1. Approbation d'un acte d'achat concernant deux terrains à Uebersyren, « Am Pratel »

Il s'agit de l'achat de deux terrains d'une superficie totale de 21,66 ares à Uebersyren, entre la route Am Pratel et la Syre. L'achat permet la réalisation d'un sentier piétonnier le long de la Syre jusqu'au terrain de football. Et ce, pour un prix d'achat total de 55.300 euros. Le compromis d'achat préliminaire a été approuvé par le conseil communal le 25.09.2019.

> *L'approbation est unanime.*

3.2. Autorisation d'une cession gratuite de terrain à Munsbach, rue Henri Tudor

L'acte d'achat signé le 26 juillet 2017 relatif à deux terrains cédés gratuitement par LAB SARL, n'avait pas été envoyé par l'étude de notaire en 2017 et n'attend donc l'approbation du conseil communal que maintenant après réception de l'acte.

> *L'approbation est unanime.*

3.3. Approbation d'une estimation des coûts et du crédit nécessaire dans le budget extraordinaire pour le projet « Smart Schuttrange »

Dans le cadre du projet « Smart Schuttrange », l'estimation des coûts comprend l'extension du système de surveillance pour l'enregistrement des données de consommation, l'acquisition de compteurs électriques en ligne ou avec transmission radio ainsi que l'introduction d'une gestion de l'inventaire de la commune fondée sur une base de données.

Une autre mesure importante est un audit réalisé par une société de conseil sur l'infrastructure informatique existante et les propositions de concepts qui en résultent pour son optimisation et le renforcement de la sécurité. En outre, l'achat d'équipements multimédia est prévu pour la nouvelle salle de sport et pour les solutions de streaming vidéo (de la caméra à la télévision ou à l'Internet) pour toutes sortes de manifestations, y compris les séances du conseil communal.

Le coût total s'élève à 54 000 euros. Un crédit supplémentaire de 30 000 euros doit être ajouté au budget.

> *L'approbation est unanime.*

3.4. Approbation des plans et des estimations de coûts pour l'éclairage des passages pour piétons et d'une piste piétonne et cyclable

Dans le cadre de la stratégie de la commune visant à rendre les passages piétons plus sûrs grâce à un éclairage, 18 autres luminaires à LED doivent être installés dans la commune, pour un coût moyen de 20 000 à 22 000 euros chacun.

Le budget total s'élève à 434 070 euros plus 57 000 euros de frais de planification, de sorte que, arrondi au chiffre supérieur, TVA comprise, un montant de 500 000 euros est à approuver.

>L'approbation est unanime.

3.5. Approbation d'un devis pour l'achat de véhicules avec accessoires pour le Service Technique

Afin de pouvoir effectuer davantage de travaux en interne, le Service Technique doit être équipé du matériel nécessaire, notamment d'un tracteur de fauche pour remplacer l'ancienne machine, d'outils pour travailler sur les véhicules, d'un dispositif de diagnostic des véhicules, d'une dameuse et d'un rouleau. Le coût total s'élève à 45 700 euros.

>L'approbation est unanime.

4. Urbanisme

4.1. Approbation d'une demande de lotissement d'un terrain en vertu de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme - Rue de Beyren à Uebersyren

Dans le cadre de la division du terrain en trois parcelles pour trois maisons individuelles, la partie du sentier pédestre public située sur le terrain doit être cédée à la commune. En transférant 42 m² consolidés (cession de 45 m² à la commune et cession de 3 m² au propriétaire), la commune acquiert la propriété du trottoir.

>L'approbation est unanime.

4.2. Approbation d'une demande de morcellement d'un terrain en vertu de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 relative à l'aménagement du territoire et au développement urbain - Hoimesbusch in Schuttrange

D'abord, un échange de terrain avec le voisin pour rectifier la frontière, puis une division du terrain pour construire deux maisons individuelles conformément aux règlements communaux.

>L'approbation est unanime.

4.3. Approbation d'une demande de lotissement d'un terrain en vertu de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement du territoire et le développement urbain - Rue Principale à Neuhaeusgen

Afin de régulariser la situation dans laquelle deux maisons jumelées existantes sont situées sur un même terrain, celui-ci doit être divisé, une partie destinée à la construction d'un sentier pédestre, soit 129 m², étant également cédé à la commune.

>L'approbation est unanime.

4.4. Dénomination d'une rue du lotissement « Rue d'Oetrange » à Schrassig

La proposition du collège des bourgmestre et échevins de nommer une nouvelle rue dans le lotissement « Rue d'Oetrange » d'après le nom cadastral « Hannert dem Gaart » *est acceptée à l'unanimité.*

4.5. Approbation d'une convention sur deux chantiers dans le lotissement « Um Kallek » à Schuttrange

Lorsque le PAP « Um Kallek » a été approuvé, il était prévu de créer un terrain de jeu sur deux terrains à bâtir derrière la ferme. Pour des raisons de sécurité et en prévision de l'extension du PAP, le conseil communal a décidé en 1991 de déplacer provisoirement la plaine de jeu vers un autre endroit. En 2008, le conseil communal a conclu une convention avec le promoteur, selon laquelle ce dernier peut construire sur les 2 terrains à bâtir, mais doit laisser le terrain de jeu à son emplacement provisoire actuel, sous réserve d'un accord conjoint entre les parties. Toutefois, l'approbation de cette convention a été postposée par le conseil communal. Depuis quelques mois, il y a deux demandes pour l'aménagement du terrain. Cependant, le nouveau PAG a invalidé le PAP et la zone est « Quartier existant », avec pour conséquence que sans la conclusion de la convention, il existe un droit de développer les deux parcelles, mais aucune garantie que le terrain de jeu sera maintenu sur le terrain actuel.

Dans ce contexte, la convention de février 2008 est *approuvée à l'unanimité.*

5. Affaires sociales

5.1. Approbation de la convention pour 2020 pour la structure d'accueil « Maison Relais pour enfants » pour enfants non scolarisés

La convention, adoptée en 2018, est modifiée chaque année au moyen d'un avenant au contrat avec le Ministère de l'Education, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dans ce processus, 10 % du montant sont ajoutés au compte final de l'année précédente. Le décompte pour 2019 n'étant pas encore disponible, 2018 a été prise comme année de référence. Les coûts de la crèche pour les enfants non scolarisés, s'élevant à 879 631 euros, sont entièrement pris en charge par l'État, la commune ayant entièrement financé le bâtiment. La base de calcul des coûts est constituée par les heures de présence des enfants, qui sont déterminées par l'État à l'aide des données des Chèques Service.

>L'approbation est unanime.

5.2. Approbation de la convention pour 2020 pour la structure d'accueil « Maison Relais pour enfants scolarisés »

La même procédure s'applique à la Maison Relais pour les enfants en âge de scolarité, dont le coût de 1 353 799 euros est pris en charge à 75% (1 015 349 euros) par l'Etat et à 25% (333 450 euros) par la commune.

>L'approbation est unanime.

6. Cours à l'école de musique

6.1. Ecole régionale de musique Syrdall - Approbation de l'organisation de l'enseignement de la musique pour l'année scolaire 2020/2021

L'échevin Serge THEIN (Schëtter Bierger) présente l'organisation de l'Ecole régionale de musique de Syrdall pour l'année 2020/2021 et la situation actuelle où, suite à la crise sanitaire, les cours d'enseignement collectif dans les salles de classes ont été suspendus, à l'exception de l'enseignement individuel au niveau moyen, spécialisé et supérieur. Selon le budget provisoire de l'UGDA, le coût par leçon comptabilisée, comprenant la rémunération des professeurs de musique, de la direction et les frais administratifs, s'élève à 5.429,83 euros en 2020/2021. En décomptant l'excédent budgétaire de 328 034 euros en 2018/2019, ces coûts sont réduits à 5 291,42 euros. Pour 2020/21, 3 769,28 minutes de cours de musique ont été réservées pour la commune de Schuttrange, ce qui représente un coût total de 332 414,06 euros. Pour l'année scolaire 2018/19, la commune avait touché 132 528,84 euros d'aide financière de l'État. Des informations plus détaillées sur le pourcentage des aides d'État actuelles et le nombre d'élèves actuellement inscrits (de manière individuelle et multiple) seront fournies sur demande du conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP).

>L'approbation est unanime.

7. Syndicats communaux

7.1. Adhésion de nouvelles communes au SIAS - Approbation des statuts du « Syndicats pour la dépollution des eaux résiduaires du bassin hydrographique de la Syre » (SIAS)

L'échevin Claude MARSON (LSAP) présente la modification des statuts du syndicat intercommunal SIAS, nécessaire pour atteindre les objectifs du plan national de conservation de la nature.

Quatre objectifs sont définis : garantir la gestion des déchets ou le fonctionnement d'un ou plusieurs centres de recyclage selon les principes de la gestion du recyclage en circuit fermé, et prendre en charge les activités écologiques, notamment dans le cadre du pacte climat, ou les activités de protection et de préservation de la nature et des ressources naturelles. Après l'inclusion des communes de Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Flaxweiler, Frisange, Grevenmacher, Hesperange, Junglinster, Lenningen, Manternach, Mondorf, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Wormeldeldange, le SIAS comptera 22 communes comme membres, avec les membres fondateurs Contern, Niederanven, Sandweiler et Schuttrange.

Le mode de vote est modifié de telle sorte que, lors du vote sur les points d'intérêt commun, chaque commune membre dispose d'autant de voix qu'elle a déterminées en tant que membre en posant les objectifs. Lors du vote sur les objectifs individuels, chaque commune membre participant à l'objectif en question dispose d'une voix par commune. Le financement est généralement assuré par la contribution des communes membres aux coûts du ou des objectifs respectifs auxquels elles participent, selon des clés de répartition définies.

>Les statuts sont approuvés à l'unanimité.

8. Droit de préemption

8.1. Décision relative à l'exercice d'un droit de préemption sur un terrain à Schuttrange, Léeberg

La commune renonce à l'unanimité au droit de préemption pour un terrain de 9,63 ares à Schuttrange au « Léebierg » pour un prix d'achat de 1 000 040 euros.

8.2. Décision relative à l'exercice d'un droit de préemption concernant un terrain à Schuttrange, « In den Azingen »

Le conseil communal renonce à l'unanimité à l'exercice du droit de préemption sur un terrain de 5,17 ares à Schuttrange, In den Azingen, au prix d'achat de 580 000 euros.

9. Règlements communaux

9.1. Approbation d'une modification du code de la route

Le stationnement des deux côtés du Kiischtewee à Neuhaeusgen est gênant lorsque les camions et services d'incendie et de secours doivent passer. Le collège échevinal propose une interdiction de stationnement sur le côté impair entre les maisons 3 et 9.

En outre, pour empêcher le stationnement dans la zone d'interdiction de stationner près d'un restaurant de la rue de Neuhaeusgen à Schuttrange le long de la maison n° 73, une interdiction d'arrêt et de stationnement doit être créée, ce qui entraînera un avertissement taxé plus élevé en cas d'infraction.

>Les adaptations correspondantes des articles 2 et 3 du règlement communal sont approuvées à l'unanimité.

9.2. Confirmation d'une modification urgente du code de la route

Le Conseil communal confirme à l'unanimité la modification urgente du règlement de circulation du collège échevinal du 21 avril 2020.

Les travaux de raccordement aux infrastructures publiques au niveau des maisons 9-23, rue d'Oetrange à Schrassig doivent être réalisés du 23 avril au 15 mai 2020.

9.3. Suppression de la contribution de la commune au coût des abonnements annuels aux transports publics locaux

Avec l'introduction de la gratuité des transports publics à partir du 1er mars 2020 pour tous les transports nationaux, la contribution de la commune au coût des abonnements annuels est devenue superflue.

>L'approbation est unanime.

9.4. Adaptation de la réglementation fiscale concernant les frais d'inscription aux cours organisés par la commune

>L'adaptation de la réglementation fiscale concernant les frais d'inscription aux cours organisés par la commune est unanime.

10. Questions écrites des conseillers

Il n'y a pas de questions écrites des conseillers.



Schuttrange Municipal Council
Session of the municipal council of 29.04.2020

Present:

The Mayor, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)
the Aldermen, Claude MARSON (LSAP) and Serge THEIN (Schëtter Bierger),
the Councillors, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Jean-Pierre
KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP)

The municipal secretary, Alain DOHN

Apologies: Councillor Nicolas WELSCH (DP)

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) welcomes the councillors and representatives of the press present at this fourth meeting in 2020, which will be held in the absence of the public, in accordance with the Grand Ducal Regulation of 18 March 2020 establishing a series of measures to combat COVID-19.

In the beginning, the mayor reports on the current situation in the municipality, which is characterized by COVID-19:

Even before the national declaration of a state of emergency on 18 March 2020, the municipality prepared itself, taking initial decisions such as the closure of playgrounds on 17 March 2020 and making immediate arrangements to protect the population and workers, such as setting up and coordinating a service to provide services to vulnerable people belonging to groups at risk, including the purchase of food and medicines and dog walking – a total of 19 applicant households were served by 45 volunteers and municipal staff, among many other examples of neighbourhood assistance and community solidarity. Initial problems with the meals on wheels service were solved creatively and new customers were gained. The distribution of protective masks went smoothly.

As part of the steps taken to protect council staff, after an initial leave of absence a reorganisation took place - those deemed vulnerable or otherwise at risk worked from home, staff were divided into several teams that worked jobs in rotation, including clean-up and maintenance work in the municipal workshop, or were placed on call. The individual in charge of water supply services was accommodated in a separate building with appropriate social distancing. Even though the premises of the municipal administration were closed (except for the reception), work continued via telecommuting. Communications and meetings within the Council of Aldermen and between other staff took place via the Zoom communication platform. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) expresses his sincere thanks to the staff and the Aldermen for

this. Following the COVID-19 crisis, meetings of the municipal councils will be streamed and published.

Preparations are currently underway for the opening of fundamental schools and childcare services (Maison Relais) on 25 May 2020, with particular emphasis on the division of classes into smaller groups, doubling the number of classrooms, and arrangements for distancing on school playgrounds. While there are enough classrooms available, they still need to be fully equipped, and transport arrangements as well as the organisation of disinfecting procedures and provision of facemasks present further challenges. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) is confident that this can all be implemented effectively. His thanks also go to all those, such as health care workers, who have continued to work in essential services for the benefit of the wider public, as well as to the government for its cooperation and overall crisis management. The Minister of the Interior had conveyed the thanks of the government to the municipality of Schuttrange and had informed herself about the situation in the municipality through a telephone conversation, which particularly focused on what worked well and what did not. With regard to the financial situation, details were expected from the Ministry of Finance on the adjustment of the PPF. As long as the crisis continues, the municipality of Schuttrange will continue to organise everything with the primary goal of getting through these difficult times as effectively as possible.

Furthermore, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) states that the development plan will be approved after the outstanding issues of two pending complaints and certification from the Ministry of the Interior are resolved. In order to ensure the coherence of the plans to the form finally approved by the Ministry, the plans were adapted by the Zilmplän office and forwarded to the Ministry of the Interior to confirm that they conformed to all requirements. After this signing off, the development plan can be published and, with the involvement of the building commission, deferred building permits can be released. In addition, the invitation to tender for the cycle path between Munsbach and Niederanven has been opened; work is scheduled to begin this year. Against the background of the COVID-19 crisis, the rental contracts of the two Syrian refugee families, which expire at the end of April, were extended by one year. The Emile Weber Bus Company has provisionally requested the setting up of an electric bus charging station and attached transformer at the Neuhaeusgen location for the new, electrically operated 144 bus line; a contract is being prepared for this purpose which will run from year-to-year. The bridge in Schrassig, which was damaged by an accident, cannot be repaired and is to be replaced by a temporary bridge prior to summer until the final construction is completed. After a house fire in Munsbach, the two families affected have been accommodated elsewhere. At the next meeting of the municipal council, the school organization plans for the 2021 school year are to be presented.

The agenda is then dealt with as follows:

1. Confirmation of decisions

1.1. Confirmation of a decision on the premises for the municipal council meetings

The decision of the Council of Aldermen to hold meetings of the municipal council during the COVID-19 crisis in the “Centre Culturel” on the “An der Dällt campus”, Munsbach *is unanimously confirmed*.

1.2. Confirmation of an emergency ordinance on relief measures in connection with the current health crisis

The emergency regulations cover emergency services set up by the municipality to carry out necessary purchases for at-risk or vulnerable citizens, and in particular, it references the reimbursement of the actual costs advanced by the municipality on the basis of receipts from citizens.

>The confirmation of the emergency ordinance is unanimous.

2. Clubs and associations

2.1. Approval of subsidies for local clubs and associations in the year 2019

Serge THEIN (Schëtter Bierger) presents the statement of subsidies made to local clubs and associations for 2019, which, due to lack of progress from the working group for revising the regulations, continued to be awarded on the basis of the decree of 24 February 2016. A total of €41,696.75 will be paid out for 2019, which includes a planned increase for youth groups of €18,400. In this context, he also congratulates FC Munsbach for their promotion to the second division after the season was halted due to the COVID-19 crisis.

Councillor Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) enquires about the revised subsidy regulations, for which we have been waiting for three years, and points out - with reference to the submitted subsidy statement - that newly added clubs are to be initially listed under the category ‘Start-Up’, and then next year in the category ‘Basic Subsidy’, which results in an endowment of €220. In response to a further question, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explains that work was continuing on the reorganisation of the subsidy regulations with the aim of presenting a version for next year that is improved through the addressing of issues such as environmental protection, ensuring that all trainers in the youth groups are qualified, conformity with data protection regulations, etc. The introduction of further digitisation, in order to reduce the amount of unnecessary correspondence, should also be considered. With thanks to the clubs for their enormously good and important work, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) points out that the municipality supports the clubs with infrastructure, logistics and other services in addition to purely financial contributions, as well as assuming the costs for water, gas, electricity and cleaning. When asked by Councillor Serge EICHER (DP) about extraordinary subsidies for associations affected by the COVID-19 crisis, he said that this should be decided on a case-by-case basis and according to the specific individual situation, such as a financial emergency.

> Unanimously approved.

2.2. Approval of donations and various subsidies for 2020

In addition to the existing beneficiaries of annual donations to community-based or nationwide organisations for 2020, totalling €2,450, further organisations have been added. Extraordinary donations of €5,100 will be made to the regional fire brigade associations, the Climate Alliance of Luxembourg and the beneficiaries of donations collected during the New Year dinner.

> Unanimously approved.

3. Infrastructure

3.1. Approval of a purchase act concerning two plots of land “Am Pratel”, Uebersyren

This concerns the purchase of two plots of land totalling 21.66 acres in Uebersyren, between the road Am Pratel and the Syre. The purchase allows for the construction of a footpath along the Syre, towards the football field. The total purchase price is €55,300. The municipal council approved the preliminary purchase contract on 25 September 2019.

> Unanimously approved.

3.2. Authorisation of a free transfer of land in Munsbach, Rue Henri Tudor

The signed purchase deed dated 26 July 2017 for two plots of land, which were transferred free of charge by LAB SARL, was not sent by the notary's office in 2017 and is therefore only now awaiting approval by the local council after receipt of the deed.

> Unanimously approved.

3.3. Approval of a cost estimate and necessary charge in the extraordinary budget for the project *Smart Schuttrange*

Within the framework of the *Smart Schuttrange* project, the cost estimates include the extension of the monitoring system for recording consumption data, the acquisition of online electricity meters (or electricity meters with radio transmission) as well as the introduction of database-based administration of the inventory of the municipality. Another important measure is an audit by a consulting firm on existing IT infrastructure and resulting concept proposals for its optimisation as well as the strengthening of security. In addition, the purchase of multimedia equipment is planned for the new sports hall and for video streaming solutions (to TV or the internet) for various uses, including municipal council meetings. The total cost is €54,000. Because of this, an additional charge of €30,000 needs to be added to the budget.

> Unanimously approved.

3.4. Approval of plans and cost estimates for the lighting of pedestrian crossings as well as a pedestrian and cycle path

As part of the municipality's strategy to improve safety at pedestrian crossings through better lighting, a further 18 LED luminaires are to be installed in the municipality at an average cost of €20-22,000 each. The total cost amounts to €434,070 plus €57,000 in planning fees. Therefore, when rounded up and VAT is included, an amount of €500,000 is due for approval.

> Unanimously approved.

3.5. Approval of an estimate for the purchase of vehicles and accessories for Technical Services

In order to be able to carry out more work in-house, the Technical Services department is to be equipped with necessary equipment, including a tractor lawnmower to replace an older machine, tools for vehicle maintenance, a Bluetooth vehicle diagnosis device, a tamping machine and a roller. The total cost is €45,700.

> Unanimously approved.

4. Urbanism

4.1. Approval of an application for the subdivision of a plot of land pursuant to Article 29 of the amended Law of 19 July 2004 on local planning and urban development - Rue de Beyren in Uebersyren

In connection with the division of the land into three plots for three single-family houses, the part of the public footpath located on the land is to be transferred to the municipality. By transferring a consolidated 45m² (a transfer of 42m² to the municipality and a transfer of 3m² to the owners), the municipality acquires ownership of the pavement.

> Unanimously approved.

4.2. Approval of an application for the subdivision of a plot of land pursuant to Article 29 of the amended Law of 19 July 2004 on local planning and urban development - Hoimesbusch in Schuttrange

This firstly requires a land exchange with the neighbour to straighten the border, and secondly a division of the land in order to build two single-family houses in accordance with municipal regulations.

> Unanimously approved.

4.3. Approval of an application for the subdivision of a plot of land pursuant to Article 29 of the amended Law of 19 July 2004 on local planning and urban development - Rue Principale in Neuhaeusgen

In order to regularise the situation where two existing semi-detached houses are located on the same plot of land, the plot is to be divided, with the part for the construction of a footpath (129m²) also being transferred to the municipality.

> Unanimously approved.

4.4. Naming of a street in the subdivision Rue d'Oetrange, Schrassig

The proposal of the Council of Aldermen to name a new street in the subdivision Rue d'Oetrange after the land registry name 'Hannert dem Gaart' is *unanimously approved.*

4.5. Approval of a convention on two building sites on the Um Kallek housing estate in Schuttrange

When the Um Kallek PAP was approved, it was planned to create a playground on two building plots behind the farm. For safety reasons, and in anticipation of the expansion of the PAP, the municipal council decided in 1991 to move provisionally the playground to another location. In February 2008, the local council concluded a convention with the developer, according to which the developer may build on the two-building plots but must leave the playground in its current provisional location, subject to an agreement between the two parties. However, the approval of this convention has been postponed in local council. For a few months now, there have been two applications for the development of the land. However, the new PAG has invalidated the PAP and the area is now considered an 'existing neighbourhood', with the consequence that without the conclusion of the convention, the right exists to develop the two plots, but with no guarantee that the playground will be maintained in its current position.

>Against this background, the February 2008 convention is approved unanimously.

5. Social Affairs

5.1. Approval of a convention for 2020 for the childcare structure for those children not attending school (*Maison Relais pour enfants*)

The convention, which was adopted in 2018, is reviewed and changed annually by means of an amendment to the contract with the Ministry of Education, Children and Youth. In this process, 10% of the total is added to the final account of the previous year. As the statement for 2019 is not yet available, 2018 was taken as the reference year. The costs of the crèche for children not attending

school, €879,631, will be fully covered by the state, as the municipality has fully financed the building itself. The basis for the cost calculation is the attendance hours of the children, which are determined by the state using data from the *Chèques Service*.

> *Unanimously approved.*

5.2. Approval of a convention for 2020 for the childcare structure for school-age children (*Maison Relais pour enfants scolarisés*)

The same procedure applies to childcare services for school-age children, with 75% (€1,015,349) of the costs, estimated at €1,353,799, being borne by the State and 25% (€338,450) by the municipality.

> *Unanimously approved.*

6. School music lessons

6.1. Syrdall Regional Music School - Approval of the organisation of music teaching for the school year 2020/2021

Alderman Serge THEIN (Schëtter Bierger) presents the organization plan for the Syrdall Regional Music School for the year 2020/2021 in the face of the current health crisis, which has resulted in-group teaching course classes being suspended, with exceptions for individual teaching in the middle, specialized middle and upper levels. According to the preliminary UGDA budget, the cost per billed lesson, consisting of the teachers' remuneration as well as management and administrative costs, amounts to €5,429.83 in 2020/2021. By offsetting the budget surplus of €328,034 in 2018/2019, these costs are reduced to €5,291.42. For 2020/21, 3,769.28 minutes of music lessons were set aside for the municipality of Schuttrange, resulting in total costs of €332,414.06. For the 2018/19 school year, the municipality received €132,528.84 in financial aid from the state. More detailed information on the percentage of current state aid and the number of pupils currently enrolled (single and multiple) will be provided upon request by Council Jean-Pierre KAUFFMANN (DP).

> *Unanimously approved.*

7. Municipal syndicates

7.1. Accession of new municipalities to SIAS - Approval of the statutes of the "Syndicats pour la dépollution des eaux résiduaires du bassin hydrographique de la Syre" (SIAS)

Alderman Claude MARSON (LSAP) presents an amendment to the statutes of the inter-municipal syndicate SIAS, which is deemed necessary to achieve the objectives of the national nature conservation plan. Four objectives are defined: the guaranteeing of waste management, the operation of one or more recycling

centres according to the principles of closed loop recycling management, to take over ecological activities (especially within the framework of the climate pact), and furthering activities to protect and preserve the environment and natural resources. After the inclusion of the municipalities of Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Flaxweiler, Frisange, Grevenmacher, Hesperange, Junglinster, Lenningen, Manternach, Mondorf, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Weiler-la-Tour and Wormeldange, SIAS, with the founding members Contern, Niederaanven, Sandweiler and Schuttrange, will now count 22 municipalities as members.

The method of voting is to be changed in such a way that when voting on points of common interest, each member municipality votes depending on whether it is deemed a participant member for the relevant objectives. When voting on individual objectives, each member municipality participating in the objective in question has one vote. Financing is generally provided by the member municipalities' contributions to the costs of the respective objective(s) in which they participate, according to defined distribution keys.

>The statutes are approved unanimously.

8. Right of first refusal

8.1. Decision on the exercise of a right of first refusal on a plot of land in Schuttrange, Léebierg

The municipality unanimously waives the right of first refusal on a 9.63-acre plot of land in Schuttrange on the Léebierg at a purchase price of €1,000,040.

8.2. Decision on the exercise of a right of first refusal in respect of a plot of land in Schuttrange, "In den Azingen"

The municipality unanimously waives the right of first refusal on a plot of land of 5 acres and 17m² in Schuttrange, In den Azingen at a purchase price of €580,000.

9. Local regulations

9.1. Approval of a change to traffic regulations

Parking on both sides of the Kiischtewee in Neuhaeusgen causes traffic obstructions for passing trucks and fire and rescue services. The Council of Aldermen, therefore, proposes a parking ban on the odd-numbered side between house numbers 3 and 9.

Furthermore, to prevent prohibited parking near a restaurant on the Rue de Neuhaeusgen in Schuttrange alongside house number 73, a complete no waiting and a parking ban is to be established, which will lead to increased fines in case of violation.

>The corresponding adaptations of Articles 2 and 3 of the municipal regulations are approved unanimously.

9.2. Confirmation of an urgent amendment to the traffic regulations

The Municipal Council unanimously confirms the urgent amendment of the traffic regulations cited by the Council of Aldermen on 21 April 2020. The connection works to the public infrastructures of house numbers 9-23, Rue d'Oetrange in Schrassig are to be carried out from 23 April to 15 May 2020.

9.3. Cancellation of the municipality's contribution to the cost of annual season tickets for local public transport

With the introduction of free public transport from 1 March 2020 across the nation, the municipality's contribution to the cost of annual season tickets became unnecessary.

> Unanimously approved.

9.4. Adaptation of the tax regulations concerning registration fees for courses organised by the municipality

>The adaptation of tax regulations concerning registration fees for courses organised by the municipality is unanimous.

10. Written questions from the councillors.

There are no written questions from the councillors.

Gemeinderat Schüttringen
Sitzung des Gemeinderats vom 29.04.2020

Anwesend:

Der Bürgermeister, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)
die Schöffen, Claude MARSON (LSAP) und Serge THEIN (Schëtter Bierger),
die Räte, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger), Vic
BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Jean-Pierre
KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP),

Der Gemeindesekretär, Alain DOHN

Entschuldigt: Rat Nicolas WELSCH (DP)

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) begrüßt die anwesenden Räte und Vertreter der Presse zu dieser 4. Sitzung in 2020, die nach Maßgabe der großherzoglichen Verordnung vom 18. März 2020 zur Einführung einer Reihe von Maßnahmen zur Bekämpfung von COVID-19 in Abwesenheit der Öffentlichkeit stattfindet.

Zu Beginn berichtet der Bürgermeister über die aktuelle, durch COVID-19 gekennzeichnete Situation in der Gemeinde:

Noch vor der nationalen Ausrufung des Notstands am 18. März hat sich die Gemeinde vorbereitet, erste Beschlüsse, wie die Schließung der Spielplätze am 17. März, bzw. umgehend Vorkehrungen zum Schutz der Bevölkerung und Mitarbeiter getroffen, wie die Einrichtung und Koordinierung eines Services für Dienstleistungen für gefährdete, zu einer Risikogruppe gehörende Personen, u. a. für den Einkauf von Lebensmitteln und Medikamenten, Ausführung von Hunden – 19 antragstellende Haushalte wurden von 45 Freiwilligen und Gemeindemitarbeitern versorgt, neben vielen anderen Nachbarschaftshilfe- und Solidaritätsaktionen. Anfängliche Probleme bei der Belieferung mit „Essen auf Rädern“ wurden kreativ gelöst und neue Kunden wurden hinzugewonnen. Die Verteilung der Schutzmasken verlief reibungslos.

Im Rahmen des Schutzes des Personals der Gemeinde erfolgte, nach zum Teil anfänglicher Freistellung, eine Umorganisation – vor allem gefährdete und schutzwürdige Mitarbeiter arbeiteten im Homeoffice, die Arbeiter wurden in mehrere Mannschaften aufgeteilt, die abwechselnd in Job-Rotation arbeiten, im Atelier Technique Aufräum- und Wartungsarbeiten gemacht haben bzw. auf Abruf waren. Die Verantwortliche des Service Wasserversorgung wurde in einem separaten Gebäude mit entsprechendem räumlichen Abstand untergebracht. Auch wenn die Räumlichkeiten der Gemeindeverwaltung – bis auf den Empfang – geschlossen waren, wurde per Telearbeit weitergearbeitet. Die ganze Zeit über erfolgte der Austausch innerhalb des Schöffenrats bzw. dem Mitarbeiterstab über eine Kommunikationsplattform Zoom.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) drückt dem Personal und dem Schöffentag hierfür seinen aufrichtigen Dank aus. Über die Zeit der COVID-19 Krise hinaus sollen die Gemeinderatssitzungen gestreamt und veröffentlicht werden.

Aktuell laufen die Vorbereitungen für die Öffnung der Grundschulen und Maison Relais am 25. Mai, darunter insbesondere die Aufteilung in Gruppen, Zuweisungen einer doppelten Anzahl von Räumen oder die Aufteilung des Schulhofes. Während genügend Schulräume vorhanden sind, die allerdings auszustatten sind, ist die Herausforderung der Schultransport und die Organisation der Desinfektion bzw. des Maskenschutzes. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) zeigt sich zuversichtlich, dass dies mit gutem Willen umsetzbar ist. Sein Dank gilt auch allen, die sich berufsmäßig für die Allgemeinheit einsetzen und durchhalten mussten, wie Beschäftigte im Gesundheitswesen, um nur einige zu erwähnen. Ebenso der Regierung für das Krisenmanagement und die gute Zusammenarbeit. Die Innenministerin habe ihm den Dank der Regierung an die Gemeinde Schüttringen übermittelt und sich in einem telefonischen Austausch über die Situation in der Gemeinde informiert, wobei ihr Interesse insbesondere dem gegolten habe, was gut geklappt hat und was nicht. Zur Finanzsituation würden Details des Finanzministeriums zur Anpassung des PPF erwartet. Auch wenn die Krise noch nicht vorüber ist, werde die Gemeinde Schüttringen weiterhin alles so organisieren, um so gut wie möglich durch die schwierigen Zeiten zu kommen.

Des Weiteren führt Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) an, dass der Bebauungsplan nach Erledigung der zwei anhängigen Reklamationen bzw. einem Rektifikat des Innenministeriums die Approbation erhalten hat. Zur Sicherstellung der Kohärenz der Pläne mit der letztlich vom Ministerium bewilligten Form wurden alle Pläne seitens des Büros Zilmpfan angepasst und dem Innenministerium zur Prüfung dieser Übereinstimmung bzw. Abstempelung und Unterzeichnung versandt. Nach Unterzeichnung kann der Bebauungsplan veröffentlicht und die zurückgestellten Baugenehmigungen unter Einbeziehung der Bautenkommission freigegeben werden. Zudem wurde die Ausschreibung für den Fahrradweg zwischen Munsbach und Niederanven eröffnet; die Arbeiten sollen noch in diesem Jahr anfangen. Vor dem Hintergrund der COVID-19-Krise wurden die Ende April auslaufenden Mietverträge mit den zwei syrischen Flüchtlingsfamilien um ein Jahr verlängert. Die Busfirma Emile Weber will an dem Drehplatz in Neuhaeusgen provisorisch einen Container mit Trafo mit Ladestation für die elektrisch betriebene neue Buslinie 144 einrichten; hierfür wird eine von Jahr zu Jahr laufende Konvention vorbereitet. Die durch einen Unfall beschädigte Brücke in Schrassig kann nicht mehr repariert werden und soll noch vor dem Sommer durch eine Notbrücke ersetzt werden, bis die endgültige Konstruktion fertig ist. Nach einem Brand eines Hauses in Munsbach mussten die beiden Familien anderweitig untergebracht werden. In der nächsten Sitzung des Gemeinderates soll die Schulorganisation vorgestellt werden.

Sodann wird die Tagesordnung wie folgt abgehandelt:

1. Bestätigung von Entscheidungen

1.1. Bestätigung des Beschlusses über die Räumlichkeiten für die Gemeinderatssitzungen

Der Beschluss des Reglements des Schöffenrats, die Sitzungen des Gemeinderates während der Zeit der COVID-19-Krise in dem Centre Culturel auf dem Campus „An der Dällt“ in Munsbach abzuhalten, *wird einstimmig bestätigt.*

1.2. Bestätigung einer Notverordnung über Hilfsmaßnahmen im Zusammenhang mit der aktuellen Gesundheitskrise

Das Notfall-Reglement betrifft den von der Gemeinde eingerichteten Notdienst für das Erledigen von Einkäufen für schutzbedürftige oder zu einer Risikogruppe gehörende Bürger, insbesondere die Rückerstattung der von der Gemeinde vorgestreckten tatsächlichen Kosten auf der Grundlage von Quittungen durch die Bürger.

Die Bestätigung der Notverordnung erfolgt einstimmig.

2. Clubs und Vereine

2.1. Genehmigung von Subsidien für die ortsansässigen Vereine für das Jahr 2019

Serge THEIN (Schëtter Bierger) präsentiert die Vereinssubsidien für das Jahr 2019, die noch auf Basis der Verordnung vom 24.02.2016 vergebenen wurden mangels von Fortschritten der Arbeitsgruppe bei der Überarbeitung dieses Reglements. Insgesamt werden für 2019 - 41.696,75 Euro ausgezahlt, davon ein, wie geplant, erhöhter Betrag für Jugendarbeit in Höhe von 18.400 Euro. In dem Zusammenhang gratuliert er dem FC Munsbach für den Aufstieg in 2. Division nach dem Saisonabbruch der Division infolge der Coronavirus-Krise.

Rat Jean-Pierre Kauffmann (DP) erkundigt sich über das überarbeitete Subsidienreglement welches jetzt schon 3 Jahre auf sich warten lässt und weist, unter Bezug auf den vorgelegten Einzelausweis der Subsidien darauf hin, dass neu hinzugekommene Vereine korrekterweise zunächst in der Kategorie „Démarrage“ und erst im nächsten Jahr in der mit 220 Euro dotierten Kategorie „Basis-Subsidie“ zu führen sind. Auf dessen weitere Nachfrage erläutert Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger), dass an der Neugestaltung des Subsidienreglements weitergearbeitet wird mit dem Ziel, für das nächste Jahr eine mit Aspekten wie Umweltschutz, Sicherstellung der Qualifikation eines Trainers im Jugendarbeitssegment, Datenschutz-Konformität etc. angereicherte Version vorzulegen. Dabei sei der Aspekt der Digitalisierung zur Reduzierung von verzichtbarem Schriftverkehr mit zu überlegen. Mit Dank an die Vereine für ihre enorm gute und wichtige Arbeit weist Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) darauf hin, dass die Gemeinde die Vereine neben den rein finanziellen Zuwendungen zusätzlich mit Infrastruktur-, Logistik und anderen Dienstleistungen sowie der Übernahme der Kosten für Wasser, Gas, Strom und Reinigung unterstützt. Auf Anfrage von Rat Serge EICHER (DP) nach außerordentlichen Subsidien für durch die Coronavirus-Krise betroffene Vereine gibt er zu bedenken, dass dies nur von Fall zu Fall und aufgrund von zu etablierenden klaren Kriterien, wie z. B. einer finanziellen Notlage, zu entscheiden sei.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

2.2. Genehmigung von Spenden und verschiedenen Subsidien für 2020

Bei den Begünstigten der jährlichen Spenden an in der Gemeinde ansässige bzw. landesweit tätige Organisationen für das Jahr 2020 von insgesamt 2.450 Euro

sind verschiedene Organisationen neu hinzugekommen. Außerordentliche Spenden in Höhe von 5.100 Euro gehen an die regionalen Feuerwehrverbände, das Klimabündnis Lëtzebuerg und an die Begünstigten der anlässlich des Neujahrsebens gesammelten Spenden.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3. Infrastrukturen

3.1. Genehmigung eines Kaufaktes betreffend zwei Grundstücke in Uebersyren, am Pratel

Es handelt es sich um den Kauf von zwei Grundstücken von insgesamt 21,66 Ar in Uebersyren, zwischen der Strasse am Pratel, und der Syre. De Ankauf erlaubt das Anlegen eines Fussweges entlang der Syr bis zum Fussballfeld. Und geschieht zu einem Gesamtpreis von 55.300 Euro. Der Kauf-Vorvertrag wurde am 25.09.2019 im Gemeinderat beschlossen.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.2. Genehmigung einer gratis Abtretung von Grundstücken in Munsbach, rue Henri Tudor

Der unterschriebene Kaufakt vom 26. Juli 2017 von zwei Grundstücken, die von der LAB SARL unentgeltlich abgetreten wurden, wurde in 2017 nicht von der Notarkanzlei versandt und steht deshalb erst jetzt nach Erhalt der Urkunde zur Genehmigung im Gemeinderat an.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.3. Genehmigung eines Kostenvoranschlags und des erforderlichen Kredits im außerordentlichen Budget für das Projekt „Smart Schuttrange“

Im Rahmen des Projektes „Smart Schuttrange“, geht es bei dem Kostenvoranschlag um die Erweiterung des Monitoringsystems zur Erfassung von Verbrauchsdaten, die Anschaffung von Onlinestromzählern bzw. Stromzählern mit Funkübertragung sowie die Einführung einer Datenbank-basierten Verwaltung des Inventars der Gemeinde. Eine weitere wichtige Maßnahme ist ein Audit einer Consultingfirma über die bestehende IT-Infrastruktur sowie daraus folgende Konzeptvorschläge zu deren Optimierung und Verstärkung der Sicherheit. Zudem ist die Anschaffung einer Multimedia-Ausstattung vorgesehen für die neue Sporthalle und für Videostreaming-Lösungen (von der Kamera auf das TV-Gerät oder ins Internet) für alle Arten von Manifestationen, darunter auch die Gemeinderatssitzungen. Die Gesamtkosten belaufen sich auf 54.000 Euro. Ein zusätzlicher Kredit von 30.000 Euro muss im Budget nachgetragen werden.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.4. Genehmigung von Plänen und Kostenvoranschlägen für die Beleuchtung von Fußgängerüberwegen und eines Fußgänger- und Radwegs

Im Rahmen der Strategie der Gemeinde, Fußgängerüberwege durch Beleuchtung sicherer zu machen, sollen weitere 18 LED-Leuchten in der Gemeinde installiert werden mit durchschnittlichen Kosten von jeweils 20.000 - 22.000 Euro. Das Gesamtbudget beläuft sich auf 434.070 Euro plus 57.000 Euro

an Planungshonoraren, so dass aufgerundet einschließlich Mehrwertsteuer ein Betrag von 500.000 Euro zur Genehmigung ansteht.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.5. Genehmigung eines Kostenvoranschlags für den Kauf von Fahrzeugen mit Zubehör für den Service Technique

Um mehr in Eigenarbeit durchführen zu können, soll der Service Technique mit notwendigen Geräten ausgestattet werden u. a. einem Mähtraktor als Ersatz der alten Maschine, Werkzeugen für Arbeiten an Fahrzeugen, einem Bluetooth-Fahrzeugdiagnosegerät, einer Bodenstamfmaschine und einer Walze. Die Gesamtkosten belaufen sich auf 45.700 Euro.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4. Urbanismus

4.1. Genehmigung eines Antrags auf Parzellierung eines Grundstücks gemäß Artikel 29 des geänderten Gesetzes vom 19. Juli 2004 über kommunale Planung und Stadtentwicklung – Rue de Beyren in Uebersyren

Im Zusammenhang mit der Teilung des Grundstücks in drei Parzellen für drei Einfamilienhäuser soll der Teil des auf dem Grundstück liegenden öffentlichen Gehwegs an die Gemeinde abgetreten werden. Durch die Abtretung von konsolidiert 42 m² (Übereignung von 45 m² an die Gemeinde bzw. Übereignung von 3 m² an den Eigentümer) erhält die Gemeinde das Eigentum an dem Bürgersteig.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4.2. Genehmigung eines Antrags auf Parzellierung eines Grundstücks gemäß Artikel 29 des geänderten Gesetzes vom 19. Juli 2004 über kommunale Planung und Stadtentwicklung – Hoimesbusch in Schuttrange

Zunächst soll ein Grundstückstausch mit dem Nachbarn zur Begrüdigung der Grenze, danach eine Teilung des Grundstücks zum Bau von zwei Einfamilienhäusern in Übereinstimmung mit den kommunalen Reglements erfolgen.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4.3. Genehmigung eines Antrags auf Parzellierung eines Grundstücks gemäß Artikel 29 des geänderten Gesetzes vom 19. Juli 2004 über kommunale Planung und Stadtentwicklung – Rue Principale in Neuhaeusgen

Zur Regularisierung der Situation, dass zwei bestehende Doppelhäuser auf ein und demselben Grundstück stehen, soll die Parzelle geteilt werden, wobei auch ein Teil für den Bau eines Gehweges, d. h. 129 m², an die Gemeinde abgetreten wird.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4.4. Benennung einer Straße im Lotissement „Rue d'Oetrange“ in Schrassig

Der Vorschlag des Schöffenrates, eine neue Straße im Lotissement „Rue d'Oetrange“ nach der Katasterbezeichnung „Hannert dem Gaart“ zu benennen, wird *einstimmig angenommen*.

4.5. Genehmigung einer Konvention über zwei Bauplätze in der Wohnsiedlung „Um Kallek" in Schuttrange

Bei der Genehmigung des PAP „Um Kallek" war auf zwei Baugrundstücken hinter dem Bauernhof die Einrichtung eines Spielplatzes vorgesehen. Aus Sicherheitsgründen und in Erwartung der Erweiterung des PAP hat der Gemeinderat in 1991 beschlossen, den Spielplatz provisorisch an eine andere Stelle zu verlegen. Im Jahre 2008 schloss der Gemeinderat eine Konvention mit dem Promoter ab, wonach dieser die 2 Baugrundstücken bebauen kann, aber den Spielplatz an dem aktuellen provisorischen Standort belassen muss, vorbehaltlich einer gemeinsamen Vereinbarung zwischen den Parteien. Die Genehmigung dieser Konvention wurde aber im Gemeinderat zurückgestellt. Seit ein paar Monaten liegen zwei Anträge zur Bebauung des Grundstücks. Durch den neuen PAG ist der PAP allerdings außer Kraft gesetzt und das Gebiet ist „Quartier existant“, mit der Folge, dass ohne Abschluss der Konvention zwar ein Recht zur Bebauung der beiden Grundstücke, aber keine Garantie für den Erhalt des Spielplatzes auf dem aktuellen Terrain besteht.

Vor diesem Hintergrund wird die Konvention von Februar 2008 *einstimmig genehmigt*.

5. Sozialangelegenheiten

5.1. Genehmigung der Konvention für das Jahr 2020 für die Betreuungsstruktur „Maison Relais pour enfants" für nicht schulpflichtige Kinder

Die 2018 verabschiedete Konvention wird jährlich durch einen Vertragszusatz mit dem Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend angepasst. Dabei werden auf die Schlussrechnung des Vorjahres 10 % des Betrages aufgeschlagen. Da die Abrechnung für 2019 noch nicht vorliegt, wurde 2018 als Referenzjahr genommen. Die Kosten für die Crèche für nicht schulpflichtige Kinder in Höhe von 879.631 Euro werden vollständig vom Staat übernommen, da die Gemeinde das Gebäude vollständig finanziert hat. Basis für die Kostenermittlung sind die Anwesenheitsstunden der Kinder, die vom Staat anhand von Daten aus dem Chèque Service ermittelt werden.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

5.2. Genehmigung der Konvention für das Jahr 2020 für die Betreuungsstruktur „Maison Relais pour enfants" für Schulkinder

Das gleiche Verfahren gilt auch für die Maison Relais für schulpflichtige Kinder, wobei die in Höhe von 1.353.799 Euro angesetzten Kosten zu 75 % (1.015.349 Euro) vom Staat und zu 25 % (333.450 Euro) von der Gemeinde übernommen werden.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

6. Musikschulunterricht

6.1. Regionale Musikschule Syrdall - Genehmigung der Organisation des Musikunterrichts für das Schuljahr 2020/2021

Schöffe Serge THEIN (Schëtter Bierger) stellt die Organisation der regionalen Musikschule Syrdall für das Jahr 2020/2021 und aktuelle Situation vor, in der infolge der Gesundheitskrise Gruppenunterrichtskurse in den Klassen ausgesetzt, mit Ausnahme des Einzelunterrichts im mittleren, spezialisierten

mittleren und oberen Niveau. Gemäß dem vorläufigen Budget der UGDA belaufen sich die Kosten pro abgerechneter Unterrichtsstunde, bestehend aus der Vergütung der Musiklehrer und der Direktion sowie den Verwaltungskosten, in 2020/2021 auf 5.429,83 Euro. Durch Verrechnung des Budgetüberschusses von 2018/2019 in Höhe von 328.034 Euro werden diese Kosten auf 5.291,42 Euro reduziert. Für 2010/21 wurden für die Gemeinde Schüttringen 3.769,28 Minuten an Musikunterricht angesetzt, was zu Gesamtkosten von 332.414,06 Euro führt. Für das Schuljahr 2018/19 hatte die Gemeinde vom Staat 132.528,84 Euro an finanziellen Beihilfen erhalten. Genauere Angaben zum Prozentsatz der aktuellen staatlichen Beihilfen und der Anzahl der aktuell (einzeln und mehrfach) eingeschriebenen Schüler werden auf Nachfrage von Rat Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) noch übermittelt.

Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

7. Gemeindesyndikate

7.1. Beitritt neuer Gemeinden zum SIAS - Genehmigung der Statuten des „Syndicats pour la dépollution des eaux résiduaires du bassin hydrographique de la Syre“ (SIAS)

Schöffe Claude MARSON (LSAP) stellt die zur Zielerreichung im Rahmen des nationalen Naturschutzplans notwendige Satzungsänderung des interkommunalen Syndikats SIAS vor. Es werden vier Zielsetzungen definiert, die Gewährleistung der Abfallbewirtschaftung bzw. des Betriebs eines oder mehrerer Recyclingcenter nach den Prinzipien der Kreislaufwirtschaft, sowie die Übernahme von ökologischen Aktivitäten, insbesondere im Rahmen des Klimapakts, bzw. von Aktivitäten zum Schutz und zur Erhaltung der Natur und der natürlichen Ressourcen. Nach Aufnahme der Gemeinden Betzdorf, Biver, Bous, Dalheim, Flaxweiler, Frisange, Grevenmacher, Hesperingen, Junglinster, Lenningen, Manternach, Mondorf, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Weiler-la-Tour und Wormeldange wird SIAS mit den Gründungsmitgliedern Kontern, Niederanven, Sandweiler und Schüttringen 22 Gemeinden als Mitglieder zählen.

Der Abstimmungsmodus ändert sich dahingehend, dass bei Abstimmungen über Punkte von gemeinsamem Interesse jede Mitgliedsgemeinde so viele Stimmen hat, wie sie sich bei den Zielsetzungen als Mitglied angeschlossen hat. Bei Abstimmungen über einzelne Zielsetzungen hat jede Mitgliedsgemeinde, die an der betreffenden Zielsetzung beteiligt ist, ein Stimmrecht von einer Stimme pro Gemeinde. Die Finanzierung erfolgt grundsätzlich durch die Beteiligung der Mitgliedsgemeinden an den Kosten der jeweiligen Zielsetzung(en), an der/denen sie beteiligt sind, nach definierten Verteilungsschlüsseln.

Die Genehmigung der Statuten erfolgt einstimmig.

8. Vorkaufsrecht

8.1. Entscheidung über die Ausübung eines Vorkaufsrechts an einem Grundstück in Schüttringen, Léebierg

Die Gemeinde verzichtet einstimmig auf die Ausübung des Vorkaufsrechts an einem nicht bebauten Grundstück von 9,63 Ar in Schüttringen am „Léebierg“ zum Kaufpreis von 1.000.040 Euro.

8.2. Entscheidung über die Ausübung eines Vorkaufsrechts an einem Grundstück in Schüttringen, In den Azingen

Der Gemeinderat verzichtet einstimmig auf die Ausübung des Vorkaufsrechts an einem Grundstück von 5 Ar und 17 m² in Schüttringen, In den Azingen zum Kaufpreis von 580.000 Euro.

9. Kommunale Reglements

9.1. Genehmigung einer Änderung des Verkehrsreglements

Durch das Parken auf beiden Seiten des Kiischtewees in Neuhaeusgen kommt es zu Verkehrsbehinderungen für den durchfahrenden Lastverkehr und Feuerwehr- und Rettungsdienst. Der Schöffenrat schlägt ein Parkverbot auf der ungeraden Seite zwischen den Häusern 3 und 9 vor.

Des Weiteren soll zur Verhinderung des Parkens im Parkverbot in der Nähe eines Restaurants in der Rue de Neuhaeusgen in Schüttringen entlang dem Haus Nr. 73 ein Halte- und Parkverbot eingerichtet werden, das im Falle eines Verstoßes zu einer höheren gebührenpflichtigen Verwarnung führt.

Die entsprechenden Anpassungen von Artikel 2 und 3 des Gemeindereglements werden einstimmig genehmigt.

9.2. Bestätigung einer Dringlichkeitsänderung des Verkehrsreglements

Der Gemeinderat bestätigt einstimmig die Dringlichkeitsänderung des Verkehrsreglements des Schöffenrates vom 21. April 2020. Die Anschlussarbeiten an die öffentlichen Infrastrukturen in Höhe der Häuser 9-23, rue d'Oetrange in Schrässig sollen vom 23. April bis zum 15. Mai 2020 durchgeführt werden.

9.3. Streichung der Beteiligung der Gemeinde an den Kosten der Jahresabonnemente für den öffentlichen Personennahverkehr

Durch die Einführung des kostenlosen öffentlichen Transportes ab dem 1. März 2020 für alle nationalen Verkehrsmittel, wurde die Beteiligung der Gemeinde an den Kosten der Jahresabonnemente unnötig. *Die Genehmigung erfolgt einstimmig.*

9.4. Anpassung des Taxen-Reglements betreffend die Einschreibgebühren für die von der Gemeinde organisierten Kurse

Die Anpassung des Taxen-Reglements betreffend die Einschreibgebühren für die von der Gemeinde organisierten Kurse erfolgt einstimmig.

10. Schriftliche Fragen der Räte liegen nicht vor.